Nkurunziza rend visite à Nairobi au nouveau président du Kenya

@rib News, 12/04/2013 â€“ Source Xinhua Les Gouvernements du Kenya et du Burundi ont d'Ã©cidÃ© vendredi de renforcer les relations bilatÃ©rales existantes entre les deux pays amis. Le prÃ©sident kÃ©nyan Uhuru Kenyatta et son homologue burundais Pierre Nkurunziza, en visite Ã Nairobi, ont Ã©galement discutÃ© d'une sÃ©rie de sujets d'intÃ©rÃ©ts communs au Kenya et au Burundi. « Le prÃ©sident Kenyatta et le prÃ©sident Nkurunziza ont rÃ©affirmÃ© leur engagement Ã renforcer la coopÃ©ration existante entre les deux pays », a-t-on pu lire dans un communiquÃ© publiÃ© Ã Nairobi aprÃ©s la rencontre, Ã laquelle ont Ã©galement assistÃ© les deux PremiÃ©res Dames, Margaret Kenyatta et Denise Bucumi Nkurunziza. Les deux dirigeants ont observÃ© que le Kenya et le Burundi ont signÃ© un accord gÃ©nÃ©ral sur la coopÃ©ration qui a Ã©tabli la Commission permanente conjointe Kenya/Burundi pour la coopÃ©ration (JPCC) le 14 mai 2008. Via la Commission conjointe, plusieurs accords ont Ã©tÃ© signÃ©s et ont facilitÃ© la coopÃ©ration dans les secteurs clÃ©s tels que la santÃ©, la dÃ©fense, les investissements, l'Ã©ducation, les sciences et technologies et l'agriculture. S'exprimant au cours de cette rÃ©union, M. Nkurunziza a fÃ©licitÃ© M. Kenyatta pour son investiture en tant que 4Ã©me prÃ©sident du Kenya et a exprimÃ© l'Ã©dification de son Gouvernement Ã travailler avec le Kenya dans l'intÃ©rÃ©t des peuples des deux pays. Des entreprises kÃ©nyanes sont dÃ©jÃ installÃ©es au Burundi, tirant profit du nouveau Code des investissements promulguÃ© par le gouvernement du Burundi. Certaines de ces entreprises comprennent Kenya Airways, Diamond Trust Bank, Kobil Oil, Jubilee Insurance, Pembe Millers, Kenya Commercial Bank, et des petites-moyennes entreprises. Le pays est-africain s'est dit convaincu que les entreprises burundaises lanceront Ã©galement des opÃ©rations au Kenya afin de tirer profit des opportunitÃ©s commerciales croissantes. La CommunautÃ© d'Afrique de l'Est (East African Community - EAC) a dÃ©jÃ pris des mesures dans la rÃ©gion pour Ã©liminer les obstacles juridiques et rÃ©gulateurs au commerce, abaisser les barriÃ©res administratives du commerce et des investissements, amÃ©liorer les infrastructures, renforcer la sÃ©curitÃ© et les processus et institutions de gouvernance.